

Préambule

Je suis née en Israël de parents juifs qui avaient dû quitter l'Irak, après des années de formation passées à Bagdad, où ma sœur aînée avait vu le jour. Nous parlions arabe à la maison, mais mes frères et sœurs, comme moi-même, avons été scolarisés en hébreu. J'ai commencé à écrire sur les sujets dont il est question dans cet essai alors que je travaillais encore à ma thèse aux États-Unis. L'une des raisons qui m'ont poussée à m'installer dans ce pays était liée à mon désir de mener ce type d'enquête : il était assez clair à mes yeux que le milieu universitaire israélien tolérerait difficilement le genre de critique que j'essayais de développer. Malgré la timidité générale de la gauche américaine sur le sujet de la Palestine et sur toute divergence par rapport au discours sioniste dominant, l'université américaine offrait une large place à la pensée critique et savait accueillir les émigrés. En dépit des tabous sur le sujet Israël/Palestine, certaines voix pouvaient s'y faire entendre qui n'avaient pas d'audience dans leurs pays d'origine.

J'ai grandi parmi des gens qui, du fait de leur déracinement brutal, de la disparition de leurs

repères, éprouvaient le sentiment d'une immense perte. Je crois avoir vécu, observé et intériorisé leur douleur, et mon travail sur l'oppression des séfarades/*misrahim** est en quelque sorte une traduction, une façon de faire passer en mots la peine de mes parents et de ma famille, de donner une voix à ce sentiment de perte. Leur impuissance en Israël n'avait fait qu'accroître leur impression d'aliénation. Si une telle expérience est commune à bien des réfugiés et même à des communautés d'immigrants, ce qui était anormal dans notre situation, c'était que nous autres, les juifs arabes en Israël, étions censés considérer notre pénible condition d'exilés comme l'opposé d'un exil, comme un glorieux « retour chez nous ». J'ai souvent évoqué nos lamentations en retournant la fameuse phrase de la Bible sur le souvenir de Sion : « Prostrés sur les rives de Sion, nous pleurons en nous souvenant de Babylone. »

Rétrospectivement, il me semble que Bagdad n'avait pas disparu de notre horizon, qu'elle continuait à vivre en Israël, à la maison et dans le quar-

tier. Aujourd'hui, on peut parler d'une certaine renaissance culturelle chez les jeunes misrahim, même si la culture arabe est transformée et traduite de façon souvent prudemment conformiste. Mais pendant les premières décennies de l'existence d'Israël, la culture arabe, pour les juifs nouvellement arrivés et leurs enfants, était un mode de vie presque clandestin – collectivement privé, pourrait-on dire. Pour mes parents, c'était comme si le temps s'était arrêté dans les années 1940 à Bagdad. Mon père continuait à jouer de la musique à quarts de ton sur son *kamanja* (violon) dans les réunions familiales. Maintenant encore, mes vieux parents qui vivent dans un troisième pays, les États-Unis, continuent à regarder des films égyptiens sur la chaîne arabe de New York et à écouter mélancoliquement le chanteur irakien Nathom al-Ghazali ou l'Égyptienne Oum Kalsoum. Ils suivent fidèlement les rituels de préparation des plats irakiens (*kebab hamez-helou*, *ketchri*, *tbit*, etc.). Leur refus obstiné de s'ouvrir à toute autre culture – euro-israélienne en particulier – est le signe tragico-mique d'un provincialisme judéo-bagdadite qui perdure en dépit des années passées dans divers ailleurs de par le monde.

J'interprète ce provincialisme obtus comme un refus du cosmopolitisme qui s'est abattu sur eux. Il y a quelques années, ils sont venus nous rendre visite à Rio de Janeiro, où j'habitais alors avec mon mari. Dès leur arrivée, ils sont partis à la recherche

* En France, il est habituel de classer les juifs en séfarades et ashkénazes. Mais au sens strict, le terme de *séfarades* ne doit s'appliquer qu'aux descendants des juifs chassés d'Espagne au temps de la « reconquête ». Les juifs d'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale sont pour la plupart des séfarades. Mais les

juifs irakiens ou yéménites, dont les ancêtres n'ont jamais vécu en Espagne, ne sont pas des séfarades. Ce sont des juifs orientaux, ce qui se traduit en hébreu par *mizrahim*. L'auteur les appelle souvent aussi juifs arabes, ce qui vaut également pour les juifs d'Afrique du Nord.

des ingrédients de base pour la cuisine arabe. Ils ont rapidement trouvé les épiciers arabes de la ville, avec lesquels ils discutaient en arabe les prix des épices et des produits familiers. Et en un rien de temps, nous fréquentions le « Sahara », le quartier oriental de Rio, où juifs, chrétiens et musulmans arabes se trouvent mélangés comme dans bien des lieux de l'Orient arabe. Pour mes parents, la nourriture est comme une sorte de foyer portatif, et les rituels de préparation des mêmes vieux plats une façon de maintenir une forme de stabilité dans le maelström de l'Histoire. Au lieu de « la patrie juive comme texte », qu'évoquait George Steiner, c'est la patrie comme cuisine.

L'arabe est encore la langue de tous les jours pour mes parents, comme pour leurs voisins syriens, libanais, égyptiens, arabes juifs, musulmans et chrétiens de Brooklyn. Pour moi, avoir été élevée entre l'arabe et l'hébreu n'a pas été un plaisant bilinguisme, mais une expérience conflictuelle, où ma langue à l'école était en guerre avec ma langue à la maison, que nous étions censés gommer et oublier. Mes grands-parents, des dizaines d'années après leur arrivée et jusqu'à leur mort ont continué à ne parler que l'arabe. Je leur ai longtemps servi d'interprète au jour le jour et de traductrice dans leurs dures négociations quotidiennes en Israël. Quand la génération de mes parents et la mienne auront disparu, le dialecte judéo-irakien cessera sans doute d'être une langue vivante, et si

l'on perçoit quelque nostalgie dans mon texte, elle est liée à ce sentiment de « dernière des Mohicans ».

Le schisme hébreu-arabe, le racisme antimisrahi en Israël ont nourri mes rêves d'ailleurs. Si Israël a pu être une terre d'accueil pour diverses immigrations et personnes déplacées, il n'était nullement une démocratie multiculturelle. C'était un État-nation centralisé, militarisé, qui suscitait et mettait en pratique des discours eurocentrés. Quand je suis arrivée à New York en 1981, j'y ai trouvé quantité d'émigrés dans mon genre. Venir d'ailleurs ou parler avec un accent n'était pas anormal – c'était même plutôt la norme. La géographie n'avait plus grand-chose à voir avec le fait de me sentir chez moi. L'Irak lui-même était impensable pour des raisons politiques, mais en même temps, il me fallait récupérer cette part de mon identité et de mon histoire qui m'avait été déniée en Israël : mon arabité. New York m'a offert un espace pour respirer, pour guérir de la schizophrénie d'une existence juive-arabe en Israël. À New York, j'ai pu me lier et collaborer non seulement avec des Palestiniens, mais aussi avec des Irakiens musulmans et chrétiens et des diasporiques du monde entier avec lesquels je partageais des affinités culturelles et des aspirations politiques.

L'un de mes récents dialogues d'exil transcontinental s'est tenu avec Samir, le réalisateur irakien/suisse de *Forget Bagdad* (2002), documentaire projeté en salle et en festival dans plusieurs pays

dont la France, l'Allemagne, les États-Unis, Israël, la Palestine, le Liban et l'Égypte. Ce film donne à voir le présent et l'histoire des juifs irakiens de gauche. Il montre comment, après des millénaires de présence juive dans la région, une communauté s'est trouvée déracinée quasiment du jour au lendemain dans la foulée du conflit israélo-palestinien. *Forget Bagdad*, centré sur les histoires émouvantes de quatre écrivains irako-israéliens (Shimon Ballas, Sami Michael, Samir Nakash et Mousa Houry, autrefois membres du Parti communiste irakien), rouvre un chapitre oublié de l'histoire du Moyen-Orient*. Il pose la question de ce que signifie être ennemi de son propre passé. Il raconte l'histoire d'une minorité religieuse en Irak devenue une minorité ethnique en Israël. Il explore également les aventures drôles-amères de la génération suivante, représentée par Samir lui-même (dont la famille – père chiite et mère catholique – avait dû elle aussi fuir l'Irak) et par mon propre parcours. Le film souligne le parallélisme entre la vie de Samir en Suisse et la mienne en Israël, où tous deux devons négocier entre deux mondes en conflit.

Au fil du temps, j'ai eu la chance de faire porter mon enseignement et mes exposés sur le thème de

* Le *Middle East* des Anglo-Saxons est le Proche-Orient des Français. Mais comme il

comprend également l'Irak, il est traduit ici par Moyen-Orient (*N.d.T.*).

l'exil et du déracinement. Bien que l'essentiel de ce travail ait été réalisé dans le domaine universitaire, il est étroitement imbriqué avec mon histoire personnelle. Curieusement, c'est seulement lors de la première guerre du Golfe, lorsque les trois pays qui ont façonné ma vie – l'Irak, Israël et les États-Unis – sont violemment entrés en conflit, que j'ai été capable d'écrire à la première personne un texte intitulé « Identités disloquées : réflexions d'une juive-arabe » (des extraits de ce texte sont lus par une voix off dans un film d'Elia Suleiman qui se passe à New York, *Hommage by Assassination*). Si l'essai présenté dans ce livre ne concerne pas ma propre histoire, ces quelques réflexions personnelles peuvent en éclairer quelque peu la lecture.

*

Cet essai a été écrit il y a quelque vingt ans, avec pour titre anglais original : « Sephardim in Israel : Sionism from the Standpoint of its Jewish Victims ». Publié à New York dans la revue *Social Text*, il tentait une nouvelle analyse de la question du sionisme et des juifs-arabes par rapport à la Palestine. Il me paraissait crucial d'articuler une telle perspective, souvent occultée dans le discours sioniste qui kidnappe l'histoire des juifs-arabes et la transforme en allégorie (l'« échange de population ») pour justifier la dépossession des Palestiniens.

S'il est vrai que toutes les nations sont des inventions, il en est qui sont plus inventées que d'autres, en particulier dans le cas d'Israël où l'on peut dire que c'est l'État qui a inventé la nation. Le mouvement sioniste a organisé la transplantation de populations juives de différentes aires géographiques/culturelles. Il a réussi à fonder un État-nation, mais cette fondation s'est faite sur les ruines d'un autre État potentiel, l'État palestinien – avec de graves conséquences sur la vie des gens de la région, y compris des juifs eux-mêmes. En évoquant le lien (assez problématique du reste) entre le génocide nazi et la fondation de l'État d'Israël, on ne prend habituellement pas en compte la question des juifs vivant dans le monde arabe, qui n'ont connu ni le génocide ni la pensée exterminationniste. Les « nouveaux historiens » israéliens, s'ils ont confirmé dans leurs travaux sur la partition l'essentiel du récit palestinien de la Nakbah de 1948, ont ignoré l'histoire à l'intérieur de l'histoire, c'est-à-dire les ruptures politiques et légales, sociales et culturelles que les juifs-arabes ont subies du fait de la partition.

Dans les efforts pour imaginer un avenir de paix dans la région, la question des juifs-arabes était considérée comme hors sujet. En écrivant cet essai, j'espérais donner une dimension nouvelle à la discussion. Son titre était inspiré d'un autre essai dû à mon regretté ami Edward Said : « Le sionisme du point de vue de ses victimes », publié une dizaine

d'années auparavant dans le premier numéro de *Social Text*. Si, à l'époque, il n'était pas insolite de critiquer le sionisme à partir d'une position pro-palestinienne, presque personne n'envisageait les effets négatifs du sionisme sur les juifs du Moyen-Orient et en particulier sur les juifs-arabes, arabes par la culture mais juifs par la religion, ballottés dans les courants contraires des colonialismes anglais et français et des nationalismes sioniste et arabe. Le dialogue public sur ces sujets se heurtait à bien des obstacles. En ces temps d'avant Oslo, le contact entre représentants des peuples israélien et palestinien était défendu par la loi de « la seule démocratie du Moyen-Orient ».

Aux États-Unis, à l'époque où parurent ces essais, les analyses anticolonialistes du conflit au Moyen-Orient suscitaient un certain malaise dans les milieux de gauche, qui qualifiaient souvent ces travaux de « polémiques » (*controversial*). Alors que l'on trouvait souvent des papiers sur l'Amérique du Sud dans les journaux ouverts à la critique de l'impérialisme, les sujets sur le Moyen-Orient étaient dans l'ensemble évités malgré le parallélisme – voire l'interaction – des politiques menées par les États-Unis dans les deux régions. Fait symptomatique de ce malaise, *Social Text*, journal de gauche, s'était senti obligé d'accompagner l'essai de Said par un texte en réponse, qui mettait une fois de plus l'accent sur le rôle central du génocide nazi, comme s'il existait un continuum entre le

génocide européen et la lutte pour la terre en Palestine. Les auteurs de travaux mettant en question l'idéologie sioniste et l'occupation israélienne – issus de milieux ethniques et nationaux divers – devaient souvent payer leur audace au prix fort. À ses débuts, *Social Text* avait plutôt évité les articles critiques sur le conflit du Moyen-Orient, mais le collectif éditorial du journal eut le courage de lancer un débat sur le sionisme au sein de la gauche intellectuelle, même si cette initiative n'était pas dépourvue d'ambiguïté.

L'essai présenté dans ce livre faisait l'ouverture d'un numéro double spécial, paru à l'automne 1988, consacré au « discours colonial », comprenant des articles centrés sur le postcolonialisme. Il s'agissait là d'un tournant spectaculaire dans les politiques éditoriales. Faisant partie depuis le milieu des années 1980 du comité éditorial de *Social Text*, je considérais ce changement d'orientation comme vital à bien des égards. Depuis que j'ai commencé à publier sur ce genre de sujet, il m'est souvent arrivé d'être en butte à des critiques – dont certaines se disent fièrement de gauche – qui cherchent à délégitimer mon travail : je me suis efforcée de considérer cette attention négative comme un signe d'intérêt. Cet essai a été souvent considéré à tort comme une idéalisation de l'histoire des juifs dans les pays arabes et musulmans, alors qu'en fait son but était de démystifier l'auto-idéalisation ethnocentrique du récit sioniste, sans glo-

rifier pour autant le nationalisme arabe ni les juifs arabes eux-mêmes, dont certains ont joué un rôle ambigu dans cette histoire mouvementée. Et par la suite, j'ai essayé de pousser l'analyse de la question judéo-arabe en dépassant le cadre de l'État-nation, en m'aventurant dans une histoire transfrontalière, lisible dans le palimpseste des diasporas, et qui se déroule au milieu d'une grande variété de géographies, d'identités, d'idéologies et de discours.

Cet essai faisait partie d'un projet plus vaste incluant ma propre thèse (*Israeli Cinema: East/West and the Politics of Representation*, 1986, 1989), qui traitait de la construction d'une identité nationale et la formation d'une mémoire collective dans un mouvement né en même temps que le cinéma et qui avait bien compris sa capacité à forger les consciences. En effet, le cinéma n'a pas été un simple reflet de la réalité. Il a contribué à créer l'idée et l'identité de la nation juive en amenant les spectateurs à s'identifier à des projets comme ceux de « faire fleurir le désert » ou de fonder des colonies, présentées, selon la terminologie messianique, comme le retour rédempteur de la diaspora dans le pays « de lait et de miel » décrit dans la Bible. Dans d'autres essais de la même série, j'ai cherché à déstabiliser le cadre traditionnel de la question des juifs-arabes, souvent présentée par le discours sioniste sous la forme « arabes contre juifs » et « Orient contre Occident ». (On retrouve

d’ailleurs ces oppositions binaires dans le discours des misrahim sionistes et aussi, bien que sous une forme différente, dans un certain discours nationaliste arabe*.)

Fort heureusement, les arguments et le cadre d’analyse proposés dans ce travail ont été repris et réélaborés par des chercheurs dans différents domaines – anthropologie, histoire, sociologie, critique littéraire, études cinématographiques : ce projet collectif transdisciplinaire a fini par former un nouveau champ critique que l’on pourrait appeler « études misrahi ». L’essai présenté ici a été publié dans plusieurs anthologies en langue anglaise et a trouvé un écho dans des travaux en langues étrangères, en particulier, et de manière significative, en arabe, en hébreu et en allemand. En Israël/Palestine, l’Alternative Information Center (AIC) a publié ce travail dans les années 1990 en anglais, en hébreu et en arabe, en compagnie d’articles plus récents sur les rapports entre sionisme et misrahim rédigés par des auteurs et amis misrahi comme Moshé Behar, Zvi Ben Dor

et Sami Shalom Chetrit, avec des introductions de Michel Warschawski pour l’hébreu, de Marwan Darwish pour l’arabe et Tikva Parnass pour l’anglais. Je leur suis très reconnaissante, ainsi qu’aux divers traducteurs et éditeurs – Soubhi Hadidi, Mahmoud Darwish, Elias Sanbar, Adel Samara, Irit Neidhardt et Ismail Dabaj – qui ont fait vivre ce texte au fil du temps et l’ont rendu disponible en d’autres langues que l’hébreu et l’anglais.

Je sais particulièrement gré à Eyal Sivan et à Eric Hazan de rendre ce texte accessible au public français. Du fait de son passé et de son présent, la France a une relation particulière à la question des juifs arabes. On y trouve aujourd’hui des juifs venus de pays arabes comme le Maroc, l’Algérie, la Tunisie, le Liban, la Syrie, l’Égypte – mais la France est aussi une terre d’accueil pour les juifs ashkénazes comme pour les musulmans et les chrétiens du Maghreb et du Proche-Orient. En France, juifs et musulmans marchent parfois ensemble pour dénoncer le racisme et l’antisémitisme, mais il arrive que les deux groupes soient séparés par des tensions et des conflits clairement liés au conflit israélo-palestinien. La vie sociale française est hantée par des souvenirs violents – Vichy et la déportation des juifs vers les camps de la mort, la torture des nationalistes algériens et de ceux qui les soutenaient, le massacre du 17 octobre 1961. La France est aussi le lieu où, après l’indépendance de leur pays, des Maghrébins déracinés – musul-

* Parmi les essais de cette série, « The Invention of the Mizrahim », « Rupture and Return : Zionist Discourse and the Study of Arab-Jews » et « Taboo Memories, Diasporic Visions : Columbus, Palestine and Arab-Jews », ce dernier publié en français dans deux versions différentes, la première,

« Colomb, la Palestine et les juifs arabes : pour une approche relativiste de l’identité communautaire » (*Revue d’Études palestiniennes*, 1997) ; la seconde, révisée : « Les mémoires interdites : Christophe Colomb, la Palestine et les Juifs arabes » (*De l’autre côté*, n° 1, printemps 2006).

mans, juifs, chrétiens – ont débarqué avec dans leurs bagages toute une gamme d'émotions et d'opinions conflictuelles sur la France elle-même, mais aussi sur Israël, la Palestine et le monde arabe.

L'histoire de la France dans la région comporte des épisodes qui hantent toujours le débat : la violence de l'occupation coloniale, la participation avec les Anglais au tracé « dans le sable » des lignes de partage (les accords Sykes-Picot de 1916 entre autres), la « mission civilisatrice » avec son orientalisme à la française. Le discours colonial français était marqué à la fois par l'antisémitisme et l'anti-arabisme. Même un geste apparemment favorable, dans la lignée des Lumières, comme le décret Crémieux qui étendit en 1870 l'émancipation des juifs de métropole à l'Algérie en y accordant la citoyenneté et le droit de vote aux juifs, peut être considéré comme un élément de la stratégie du « diviser pour régner ». En favorisant une minorité ethnique-religieuse aux dépens du reste de la population colonisée, ce statut donnait aux juifs algériens indigènes un statut dangereusement ambigu qui les plaçait dans une situation fragile par rapport au colonisateur et aux colonisés. Cette minorité se trouvait prise dans le manichéisme du colonialisme et de la lutte anticolonialiste. Les efforts de la puissance coloniale pour opposer « le mauvais Arabe » au « bon Kabyle » avaient pour parallèle la construction « mauvais musulman/bon juif ». Dans *L'An cinq de la révolution algérienne*,

Franz Fanon écrit à propos des juifs de Constantine : « Une des manœuvres les plus pernicieuses du colonialisme en Algérie fut et reste la division en juifs et musulmans. Les juifs sont en Algérie depuis plus de 2000 ans ; ils font partie intégrante du peuple algérien. Musulmans et juifs, fils d'une même terre, n'ont pas à tomber dans le piège de la provocation. En revanche, ils se doivent de faire front contre elle, ne pas se laisser duper par ceux qui, il n'y a pas si longtemps, envisageaient avec désinvolture l'anéantissement total des juifs comme une étape salutaire de l'évolution de l'humanité. »

Dans les relations labyrinthiques qui existent en France entre juifs/musulmans/arabes et juifs/séfarades/ashkénazes, on a pu voir émerger des signes d'espoir. Dans les années 1980, par exemple, la revue *Perspectives judéo-arabes : juifs d'Orient pour l'entente judéo-arabe et la paix israélo-palestinienne*, publiée à Paris, donnait la parole à des misrahim partisans de la paix. Le comité éditorial, qui comprenait Raymond Benhaim, Simone Bitton, Daniel Cohen, Robin Eddi et Noa Kaczerginski, suscitait et faisait traduire en français des textes sur l'histoire judéo-arabe et sur la situation sociale des misrahim. Le groupe était en contact avec des mouvements de misrahim pacifistes en Israël, comme Mizrah el ha-Shalom (L'Orient pour la paix), Kivun Hadash (Orientation nouvelle) et Ha-Hazit ha-Misrahit (Front oriental). *Perspectives*

judéo-arabes a également suscité d'importants dialogues internationaux entre intellectuels palestiniens et juifs séfarades. L'une de ces rencontres eut lieu en 1989 dans la ville hautement symbolique de Tolède, où les participants évoquèrent le souvenir d'Al Andalous, au temps où « arabe » et « juif » étaient loin d'être perçus comme des termes opposés. Près de vingt ans plus tard, on a besoin plus que jamais de telles voix qui résonnent par-delà les frontières.

Le lecteur français est sans doute conscient que les situations en France et aux États-Unis sont à la fois semblables et différentes. Si les deux pays comportent le même nombre absolu de musulmans, la proportion est évidemment plus élevée en France. Si tous deux ont une population juive composée d'ashkénazes et de séfarades – la première synagogue américaine a été fondée au début du XVII^e siècle par des séfarades – ces derniers constituent un groupe bien plus important en France. Alors que la France a eu un rôle colonial direct au Proche-Orient, jusqu'à une époque récente l'impérialisme américain n'y avait qu'une influence plus indirecte. En France comme aux États-Unis, l'attitude des grands médias est à peu près la même, c'est-à-dire que les voix critiques envers la politique israélienne ont du mal à se faire entendre, que le point de vue palestinien n'est presque jamais exposé et que les principaux journaux, radios et chaînes de télévision relaient fidèlement le point

de vue officiel du gouvernement et de l'armée israélienne – avec la différence toutefois qu'en France, on n'est pas obligé de subir la présence médiatique des *neocoms* et des sionistes chrétiens. Et bien entendu, l'antisémitisme et l'islamophobie sont présents dans les deux pays.

La France a sa droite lepéniste qui déteste les musulmans et les juifs avec une égale ferveur. Aux États-Unis, il existe deux groupes pro-israéliens, appuyés l'un sur l'autre et alliés dans une véritable folie à deux : d'un côté les *neocoms* (néoconservateurs) et de l'autre les *theocons* (théo-conservateurs) ou chrétiens sionistes, ces derniers étant prêts à se battre jusqu'au dernier juif en attendant l'Armageddon. L'administration Bush, plongée dans un militarisme croissant, a « likoudisé » le discours politique américain, avec des conséquences désastreuses pour les États-Unis et le monde entier. Mais en même temps, l'opinion publique est massivement hostile à la guerre en Irak et à George Bush, qui est aujourd'hui l'un des présidents les plus impopulaires que le pays ait connus. Des médias alternatifs comme les radios « Air America » et « Democracy now » d'Amy Goodman critiquent systématiquement le discours va-t-en guerre qui prévaut sur la plupart des chaînes de radio et de télévision.

Nombre d'intellectuels et d'universitaires américains s'élèvent actuellement contre la politique menée par les faucons aux États-Unis et en Israël.

C'est pourquoi le monde universitaire, et en particulier le domaine des « Middle Eastern Studies » (études moyen-orientales) est en butte aux attaques des *neocons*. Leurs organisations – Campus Watch par exemple – se livrent à un véritable quadrillage idéologique pour mettre au pas et priver de subside les institutions qu'elles jugent insuffisamment inféodées à Israël – le tout au nom de « l'équilibre » et de la « diversité d'opinions ». Cette opposition frénétique à toute critique du sionisme ou de la politique israélienne constitue l'un des éléments de la récente vague de francophobie, laquelle est aux États-Unis un phénomène de droite – la France, du fait de sa position lors de la guerre contre l'Irak, étant considérée comme essentiellement et éternellement antisémite (la francophobie de droite est l'un des sujets de mon nouveau livre écrit avec Robert Stam, *Flagging Patriotism: Crises of Narcissism and Anti-Americanism*, qui sortira en anglais en novembre 2006). Sans avoir la moindre complaisance pour l'antisémitisme ou l'antijudaïsme, il faut bien dire que l'anti-antisémitisme est malheureusement devenu une matraque idéologique pour mettre au pas tous les dissidents.

En France comme aux États-Unis, on observe un glissement à droite d'une partie des intellectuels juifs, dont certains, comme David Frum ou Richard Perle, s'alignent, dans la haine des Arabes, sur les positions extrêmes des *neocons*. (On ne parle

même pas ici de David Horowitz, la plaie de la gauche universitaire, qui a publié un livre dans lequel il dénonce nommément quantité de professeurs de gauche pour leur « racisme » – c'est-à-dire leur attitude trop favorable aux Noirs et autres minorités – et leurs sentiments « anti-américains » et « anti-israéliens ». Certains professeurs juifs lui ont ironiquement demandé d'ajouter leur nom à sa liste.) Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il en allait autrement. Des écrivains anticolonialistes comme Aimé Césaire ou Franz Fanon pensaient que les juifs sortant du génocide et les Noirs sortant du colonialisme seraient des alliés naturels. Dans *Peau noire, masques blancs*, Franz Fanon soulignait la connexion entre le racisme et l'antisémitisme européens. Il citait son professeur de philosophie, antillais comme lui, qui disait : « Chaque fois que vous entendez quelqu'un dire du mal des juifs, tendez l'oreille, car il parle aussi de vous... un antisémite est inévitablement un ennemi des Noirs. » De même, dans les années 1950 et 1960, les juifs américains ont apporté un soutien décisif au mouvement des Noirs pour les droits civiques. La communauté juive française, comme le souligne Jean-Luc Einaudi dans *La Bataille de Paris*, a manifesté une émouvante solidarité avec les Algériens lors du pogrom du 17 octobre 1961 à Paris.

Aujourd'hui, on trouve encore une multitude de voix juives du côté des opprimés aux États-Unis et

en France. Mais l'on constate aussi – surtout depuis la guerre de 1967 – un fossé de plus en plus large entre les juifs réactionnaires et la partie la plus progressiste des gens « de couleur » et des « minorités du tiers-monde ». Ce qui est particulièrement frappant, c'est la dérive vers la droite d'anciens gauchistes, sous l'influence du sionisme. Dans son dernier livre, *The Intellectuals and the Flag*, Todd Gitlin, ancien radical, dénonce Edward Saïd comme membre de la « gauche fondamentaliste ». Comme Saïd n'a jamais fait partie de la gauche marxiste, comme il s'est toujours vigoureusement opposé à tous les fondamentalismes, l'accusation de Gitlin est évidemment liée aux positions de Saïd sur Israël/Palestine. Quand on entend des intellectuels français comme Alain Finkielkraut dénoncer le « communautarisme » et les récentes émeutes en banlieue, on perçoit comme l'écho de ces voix juives américaines qui dénoncent les « politiques identitaires », le « multiculturalisme » et le « racisme inversé ». En France comme aux États-Unis, ceux qui prennent en considération les multiples facettes d'une histoire complexe, ceux qui cherchent une solution multilatérale à la crise du Moyen-Orient pour en finir avec l'occupation et les guerres préventives, ceux-là sont régulièrement insultés d'une façon qu'il faut bien qualifier de paranoïde et d'hystérique.

En relisant cet essai aujourd'hui, je reste fondamentalement en accord avec l'analyse d'en-

semble des dissensions entre juifs et Arabes depuis l'arrivée des sionistes et l'émergence du nationalisme arabe. La question du racisme contre les misrahim à l'intérieur de l'État d'Israël reste malheureusement à l'ordre du jour, même s'ils sont mieux représentés à la Knesset. Ce qui est particulier à la nouvelle situation, c'est que certains misrahim ont intériorisé les attitudes orientalistes et les politiques discriminatoires. Une version mise à jour de l'essai aurait à tenir compte de ces mutations historiques.

Une version actualisée aurait aussi à prendre en compte de nouveaux éléments : le rôle ambigu du parti Shas (bien décrit dans les travaux de Sami Shalom Chetrit) ; la remarquable résurgence culturelle misrahi ; l'émergence d'une génération plus jeune, plus confiante en elle, et l'indiscutable institutionnalisation/embourgeoisement de ce qui était autrefois le mouvement misrahi radical. La critique misrahi, jadis interdite, est devenue respectable et même à la mode, pourvu qu'elle respecte les règles. Une organisation misrahi libérale de gauche comme HaKeshet (L'arc-en-ciel) peut à la fois célébrer la culture misrahi-arabe et émettre des slogans comme « Cette terre est aussi la mienne », qui résonne certes vis-à-vis des politiques d'exclusion menées par l'establishment israélien contre les misrahim, mais qui témoigne d'une évidente myopie dans ce qu'il implique pour les citoyens palestiniens d'Israël. Des religieux comme

le rabbin Ouzi Meshulam ont certes lutté courageusement, pendant de longues années de silence, pour faire connaître la violation des droits de l'homme qu'a représenté le kidnapping de milliers de nourrissons yéménites et misrahi durant les premières années de l'État d'Israël. (Le sujet a fait récemment l'objet d'une thèse soutenue à l'université d'Amherst, Massachusetts, par Shoshana Madmoni-Gerber.) Cependant le rabbin Meshulam et ceux qui l'ont suivi, et qui ont payé le lourd prix de la prison, sont également liés à la droite nationaliste, laquelle les a « orientalisés » avec dédain. Telles sont les apories de l'existence misrahi en Israël.

On a cependant vu se développer dans les dernières années le travail courageux de militants et de chercheurs : des organisations comme Hila, Kedma, Andalous et l'Alternative Information Center ont traité de la question des juifs arabes en liaison avec la question de Palestine et la situation des Palestiniens d'Israël. Elles ont soutenu le maroco-israélien Mordechai Vanunu qui a passé 18 ans de réclusion solitaire pour avoir dénoncé la politique nucléaire israélienne et n'a pas encore retrouvé une totale liberté de mouvement après sa libération. Elles ont également soutenu la misrahi Tali Fahima, qui est toujours en prison pour avoir rencontré des activistes palestiniens en Cisjordanie dans un geste de solidarité contre l'occupation, et qui a ainsi non seulement traversé la frontière

nationale mais aussi franchi la barrière émotionnelle édiflée pour séparer les Israéliens des Palestiniens. (Ce n'est sans doute pas un hasard si, lors de rencontres informelles entre Israéliens et Palestiniens dans les années 1989-1990, les « colombes du côté israélien » israélien ne voyaient rien de mal à rencontrer les Palestiniens mais refusaient de voir Ilan Halevi, juif et membre de haut rang de l'OLP – ce qui fit dire à des Palestiniens moqueurs que le gouvernement israélien était devenu antisémite.) Devenir un indigène – pour reprendre un terme de la colonisation des Amériques – était un crime réclamant châtement, alors que l'assimilation des indigènes était hautement souhaitée.

En dépit des changements survenus depuis la rédaction de cet essai en 1986, le lecteur doit garder à l'esprit que les structures du pouvoir demeurent et qu'ashkénazes comme misrahim sont emportés dans l'inexorable poussée qui se produit en Israël vers la droite et le militarisme – comme l'a récemment montré le soutien populaire massif à la désastreuse invasion du Liban. Comme bien d'autres, je suis convaincue qu'Israël ne peut pas continuer sur ce chemin. C'est à bien des égards un échec (*a failed state*), même au regard de ses propres aspirations en tant qu'État. Le sionisme avait pour but de créer un havre pour les juifs, et l'État d'Israël est sans doute aujourd'hui pour eux l'endroit le plus dangereux du monde. Israël s'était

engagé à « moderniser » la région. C'était évidemment un mythe orientaliste que de prétendre que le Moyen-Orient était « prémoderne », et de toute façon la « modernité » ne saurait être considérée comme une valeur positive indiscutable. Mais ce qui est sûr, c'est que la politique agressive d'Israël a « démodernisé » ses voisins – les Palestiniens, qui sont renvoyés en arrière sur tous les plans, économique, technologique, éducationnel etc., et aujourd'hui le Liban, dont l'infrastructure a été détruite dans une vaste punition collective. Et dans la mesure où les *neocoms* et le gouvernement américain ont décidé de lancer la guerre d'Irak en partie au nom de la sécurité d'Israël, l'Irak a lui aussi été « démodernisé ».

Quant aux juifs arabes, lorsque les membres d'une même famille ont émigré dans des pays différents – les uns en Israël, les autres en France, au Canada, aux États-Unis ou en Amérique latine – ils se sont retrouvés pour finir dans des situations sociales et économiques radicalement différentes : souvent prospères hors d'Israël, souvent défavorisés à l'intérieur, vivant dans des conditions inférieures à celles qu'ils avaient connues dans le monde arabe. Dans l'environnement hostile à la culture arabe en Israël, certains juifs maghrébins préfèrent se faire passer pour Français afin d'éviter d'être stigmatisés pour leur « arriération ».

Dans les médias, le débat israélo-palestinien se résume généralement à une série d'insultes orien-

talistes de la part des officiels israéliens – « vous êtes des terroristes, des barbares, vous ne manquez jamais l'occasion de rater une occasion... » – auxquelles on répond de façon polie et ferme du côté palestinien : « vous occupez notre terre ». Un discours narcissique, la certitude absolue d'avoir raison et d'appartenir à une civilisation supérieure, contre l'expression de droits inaliénables. Mais des deux côtés on trouve une volonté didactique qui tourne à vide : chacun des deux adversaires cherche à convaincre l'autre de la valeur de son propre sang – « le sang juif » ou « le sang palestinien » se paye cher. C'est le même syndrome de didactisme vide qui s'applique aux attentats-suicides contre des civils israéliens. Et de l'autre côté, alors que l'Israël officiel refuse toujours de parler – au Hamas, au Hezbollah, à la Syrie –, il envoie constamment « des messages forts » sous forme de bombes et de F16. Peut-être est-ce le moment d'adresser de vrais messages, puisque ceux qui reçoivent les bombes n'ont pas l'air de comprendre.

Israël doit commencer à réfléchir à une nouvelle voie, à l'opposé de celle qu'il a suivie jusqu'ici. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître ses torts, il n'est jamais trop tard pour dire : « je regrette ». Comme l'ont dit certains misrahim – et il y avait parmi eux des sionistes convaincus comme le mouvement Tzionut le-Ma'an Shivion, ou Le Sionisme pour l'égalité, dans les années 1970 – la paix ne sera pas possible sans respect envers « l'Orient »

sous toutes ses formes, que ce soient les misrahim, les Palestiniens ou les peuples arabes-musulmans voisins.

Une fois vaincue la paralysie de l'imagination, Israël pourra cesser d'être un État voyou pour devenir l'État de tous ses citoyens. La vraie démocratie ne sera pas faite d'un multiculturalisme vide, qui ne ferait que s'enorgueillir de la diversité des couleurs de peau dans le pays. Il s'agira plutôt d'en finir avec la conception eurocentrée et orientaliste, « Occident » contre « Orient ». Certains misrahim qui ont accédé à des postes de pouvoir subalterne, que ce soit dans l'arène politique ou universitaire, ont malheureusement intériorisé quelques-unes de ces représentations pernicieuses de « l'esprit arabe », même si du bout des lèvres ils parlent de leur héritage culturel moyen-oriental. L'idéologie orientaliste – « eux » contre « nous » – a ainsi contaminé jusqu'aux misrahim eux-mêmes, d'autant que la mémoire de la symbiose judéo-islamique et la connaissance de l'arabe s'estompent avec les générations. Mais la situation n'est pas univoque : Israël reste un pays où les misrahim activistes continuent à lutter non seulement contre l'hégémonie ashkénaze mais aussi contre les misrahim qui s'alignent sur la désastreuse politique israélienne. (Et hors d'Israël, un groupe de juifs marocains vivant au Maroc a demandé qu'Amir Peretz, ministre israélien de la Défense, soit déchu de la nationalité marocaine pour ce qu'il a fait au Liban.)

Les misrahim critiques, minoritaires certes, espèrent un avenir différent par-delà les frontières politiques et culturelles de l'Orient et de l'Occident. Avec d'autres voix juives en Israël, ils refusent le langage de la violence. Est-il possible de dépasser le sentiment corrosif du bon droit, qui incite les Israéliens à ne considérer que la souffrance juive, en brisant tous les miroirs qui reflètent nos affreuses taches ? Saurons-nous composer une autre chanson que l'éternel auto-apitoiement du vieux « le monde entier est contre nous » ? Pourrions-nous dépasser les paradigmes narcissiques qui nous rendent aveugles au malheur de ceux que nous avons piétinés sur notre chemin ? Et pourrions-nous entendre leurs cris, malgré tout ce qui tend à nous rendre sourds ? Laisser tomber nos mécanismes de défense nécessiterait une certaine générosité, et une capacité à écouter. La critique peut aussi être une forme d'amour profond, par lequel la vérité, la réconciliation et la paix peuvent sortir du domaine du rêve.

Ella Shohat
New York, août 2006
(traduit par Eric Hazan)

Dépasser les anciennes dichotomies

Jusqu'à présent, le discours critique alternatif sur Israël et le sionisme s'est essentiellement concentré sur le conflit israélo-palestinien, considérant Israël comme un État constitué allié au bloc occidental contre le bloc oriental, et dont la fondation même reposait sur la négation de l'Orient et des droits légitimes du peuple palestinien. Je voudrais ici élargir le débat et dépasser ces anciennes dichotomies (Orient contre Occident, Arabes contre juifs, Palestiniens contre Israéliens) pour aborder un aspect que toutes les formulations précédentes ont éludé : la présence d'une entité médiatrice, à savoir les juifs arabes ou orientaux, qu'on appelle *misrahim**, originaires dans leur grande majorité de pays arabes et musulmans. Une analyse plus complète doit, comme je m'efforcerai de le montrer, prendre en compte les effets négatifs du sionisme pour le peuple palestinien, et pour les misrahim qui représentent aujourd'hui la majorité de la population juive en Israël. De fait, le sionisme prétend parler au nom de la Palestine

* Voir note p. 8.

et du peuple palestinien, lui confisquant du même coup toute capacité de représentation indépendante, et il se veut en outre le porte-parole des juifs orientaux. Or, en niant l'Orient arabe, musulman et palestinien, le sionisme a nié les juifs « misrahim » (littéralement, « ceux d'Orient ») qui, tout comme les Palestiniens, ont eux aussi été spoliés de leur droit à la représentation – à travers des mécanismes certes plus subtils et moins franchement brutaux. La voix dominante d'Israël, dans le pays même et sur la scène internationale, a presque toujours été celle des juifs européens, les ashkénazes, tandis que celle des misrahim a été largement étouffée, voire réduite au silence.

Le sionisme se présente comme un mouvement de libération pour tous les juifs, et les chantages de l'idéologie sioniste se sont évertués à rendre pratiquement synonymes les deux termes « juif » et « sioniste ». En réalité, le sionisme a été en premier lieu un mouvement de libération pour les juifs européens (ce qui, comme nous le savons, ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes), et plus précisément pour la petite minorité de juifs d'Europe établis en Israël. Bien qu'il prétende offrir un foyer national à tous les juifs, il n'a pas ouvert les portes de ce foyer à tous avec la même générosité. C'était à l'origine pour des raisons purement euro-sionistes que l'on a fait venir les juifs misrahim en Israël. Mais une fois sur place, ceux-

ci ont été victimes d'une politique de discrimination systématique de la part d'un pouvoir sioniste qui dispensait ses énergies et ses ressources matérielles selon deux poids deux mesures, toujours au bénéfice des juifs d'Europe et toujours au détriment des juifs orientaux.

Je me propose dans cet essai de dresser un état des lieux de l'oppression structurelle que subissent les juifs misrahi en Israël ; de retracer brièvement les origines historiques de cette oppression ; et de tenter une analyse symptomatique des différents discours – historiographiques, sociologiques, politiques et journalistiques – qui subliment, masquent et perpétuent cette oppression.

Sur la polarité Orient/Occident se greffe une autre problématique, d'un tout autre ordre mais connexe : celle des rapports entre le « monde développé » et le « tiers-monde ». Bien qu'Israël ne soit généralement pas assimilé à une nation du tiers-monde, il est indéniable qu'il partage avec ce dernier un certain nombre d'affinités et de similitudes structurelles, qui passent souvent inaperçues – et peut-être surtout en Israël même. En quoi peut-on alors dire que, malgré l'image que s'efforcent d'en donner ses porte-parole officiels, Israël participe du « tiers-monde » ? Ce caractère apparaît au premier chef au niveau purement démographique : on peut en effet considérer qu'une majorité de la population israélienne appartient au tiers-monde, ou du moins qu'elle y trouve ses ori-

gines. La population est composée pour environ 20 % de Palestiniens, et de 50 % de misrahim, dont la plupart sont arrivés relativement récemment de pays que l'on s'accorde généralement à assimiler au tiers-monde (Maroc, Algérie, Égypte, Irak, Iran et Inde). Au total, ce sont donc quelque 70 % des habitants d'Israël qui sont issus du tiers-monde (et près de 90 % si l'on intègre à ces statistiques la Cisjordanie et la Bande de Gaza). Cette relecture de la carte démographique souligne que l'hégémonie européenne en Israël n'est que le fait d'une minorité numérique particulière, minorité qui a tout intérêt à minimiser l'«orientalité» et la «tiers-mondialité» de l'État hébreu.

En Israël proprement dit, les juifs européens constituent une élite issue du «premier monde» dominant aussi bien les Palestiniens que les juifs orientaux. Les misrahim, en tant que peuple juif du tiers-monde, forment un État semi-colonisé dans l'État. Mon analyse doit ici beaucoup au discours anticolonialiste dans son ensemble (Frantz Fanon, Aimé Césaire), et plus particulièrement à la contribution essentielle qu'Edward Said y a apportée par sa critique généalogique de l'orientalisme en tant qu'artifice discursif qui a permis à la culture européenne de gérer – sinon de générer – l'Orient après l'époque des Lumières¹. L'approche orientaliste pose l'Orient comme une constellation de traits caractéristiques, généralisant des particularismes réels ou imaginaires, et

favorisant largement l'Occident au détriment de l'Orient, afin de légitimer les privilèges et les agressions de l'Occident. L'orientalisme tend à perpétuer ce que Said appelle «une position de supériorité à géométrie variable», qui place l'Occidental dans tout un éventail de rapports possibles avec l'Oriental, mais sans jamais lui enlever sa suprématie relative. Je m'intéresserai donc ici au processus par lequel un pôle de la dichotomie Orient/Occident est présenté et représenté comme étant rationnel, développé, supérieur et humain, tandis que l'autre est donné comme aberrant, sous-développé et inférieur, et je m'attacherai plus particulièrement à analyser l'impact de ce mécanisme sur les juifs orientaux.

